

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je crois que, dans les circonstances, je ferais mieux d'interpréter cette remarque comme tenant de l'argumentation.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CHILI—LES PROPOS DE L'AMBASSADEUR DU CANADA AU SUJET DE LA JUNTE MILITAIRE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que l'ambassadeur du Canada au Chili, M. Andrew Ross aurait fait savoir au gouvernement canadien, peu après le coup d'État, que lui, ambassadeur canadien, appuyait cette manœuvre antidémocratique, le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement a effectivement reçu un tel avis et si oui, s'il a pris les mesures nécessaires pour destituer cet homme?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le député semble faire allusion à une présumée fuite et le gouvernement a pour principe de ne pas commenter ces questions car cela ne fait qu'encourager la répétition de tels actes.

* * *

L'AGRICULTURE

LES ARRIVÉES MASSIVES DE BÉTAIL GRAS AMÉRICAIN—L'OPPORTUNITÉ D'UN EMBARGO

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné la situation pénible dans laquelle se trouvent les exploitants de parcs d'engraissement de bestiaux, le ministre a-t-il reçu des exploitants de l'Est ou de l'Ouest des communications au sujet de l'envahissement du marché canadien par des animaux trop gras?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le député parle, sans doute, des bestiaux en provenance des États-Unis. Nous avons reçu des instances des exploitants de parcs d'engraissement de l'Est et de l'Ouest, de l'Association canadienne pour l'amélioration du bétail et de l'Association canadienne des éleveurs de bétail. Essentiellement, la plupart de ces gens nous disent: «Ne vous mêlez pas de cette affaire, nous nous en occupons nous-mêmes.»

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Le ministre nous dirait-il s'il a sérieusement songé à mettre un embargo provisoire sur le bétail gras en provenance des États-Unis jusqu'à ce qu'il disparaisse du marché.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, nous y avons pensé. Nous en discutons encore avec l'Association canadienne des éleveurs de bétail ainsi qu'avec d'autres associations semblables. Je me propose, en effet, d'en reparler avec mes collègues. Dans toutes les décisions que j'ai dû prendre, j'ai toujours cru, en qualité de ministre de l'Agriculture, dans l'étude complète du problème avec tous les intéressés et lorsque j'aurai obtenu de eux une opinion nette sur ce qu'ils attendent de nous, elle sera différente de ce que j'ai obtenu jusqu'ici.

Questions orales

LES PÉNITENCIERS

COLLINS BAY—L'ÉVASION DE QUATRE DÉTENUS—LES MESURES ENVISAGÉES

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Le ministre dira-t-il à la Chambre quelles mesures prend son ministère à la suite de l'évasion de quatre détenus de l'institution de Collins Bay en fin de semaine?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, les détenus se sont échappés de Collins Bay en fin de semaine par les tuyaux de plomberie et de chauffage atteignant ainsi l'installation de chauffage située à l'extérieur de l'institution. Les dirigeants ont immédiatement été avisés et les recherches sont en cours.

* * *

LES JEUNES

PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—L'OPPORTUNITÉ DE LA REPRISE PAR LE MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a décidé de mettre fin au programme Perspectives-Jeunesse actuellement en vigueur et de transférer ladite fonction d'embauchage des jeunes au ministère de la Main-d'œuvre. Le ministre s'engagera-t-il également à déposer tous les rapports d'évaluation de Perspectives-Jeunesse, afin que le Parlement puisse juger l'efficacité de ce programme de 43 millions et de tout programme subséquent que le gouvernement pourrait proposer?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, aucune décision de ce genre n'a été prise.

* * *

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

LE PROJET DE FERMETURE DU BUREAU DE LA DIRECTION DES TERRES À LONDON—LA QUESTION DES COMPTES EN SUSPENS

M. William C. Frank (Middlesex): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre des Affaires des anciens combattants. Est-il vrai que la Direction des terres destinées aux anciens combattants doit fermer son bureau de London à la fin de 1974? Si tel est le cas, quelles seront les mesures prises en vue d'aider à la réaffectation de ses employés et obvier aux ennuis manifestes qui s'ensuivront pour les quelque 10,000 anciens combattants dont les comptes sont actuellement acheminés par ce bureau.

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, je répondrai au député qu'il en est question. La fermeture n'en est pas encore complètement décidée. Pour ce qui est des comptes des anciens combattants, un bureau quelconque sera chargé de maintenir les services.

M. l'Orateur: A tout prendre, cette question aurait fort bien pu être inscrite au *Feuilleton*; quoi qu'il en soit, le député a obtenu réponse à sa question.